



# CESE info

Le Comité économique et social européen  
Un pont entre l'Europe et la société civile organisée  
Février 2017 | FR



**ÉDITORIAL**  
Chers lecteurs,

## Soixante ans de communauté européenne – Forçons l'avenir!

Ce 13 mars 2017, à l'occasion de l'anniversaire de la signature de nos traités, le Comité économique et social européen organisera à Rome une conférence de haut niveau intitulée «Soixante ans de communauté européenne – Forçons l'avenir!»

Notre objectif est, bien sûr, de saisir l'occasion de l'anniversaire des traités pour souligner à l'intention de la presse et des citoyens tout ce que l'Union européenne a, historiquement, apporté de positif à nos peuples, mais aussi et surtout de mettre en exergue ce qui préoccupe actuellement la société civile de nos pays et ses organisations, en insistant non seulement sur les mesures à prendre, mais aussi sur le rôle que doit jouer la démocratie participative si l'on veut rendre aux citoyens leur confiance en l'Union et leur confiance en leurs institutions, nationales et européennes.

La conférence comportera trois volets: la dimension sociale, la dimension économique et les politiques d'immigration et d'intégration.

Le projet européen est réellement en danger. Son existence même est remise en question, notamment par des forces nationalistes et populistes, alors qu'il n'y a pas si longtemps, pratiquement personne ne contestait son utilité dans les États membres et pratiquement tout le monde souhaitait y adhérer dans les États qui n'en étaient pas encore membres. Il représentait un havre sûr de paix, de démocratie, de progrès, de bien-être et de prospérité, pour les citoyens et pour les entreprises. On avait encore conscience de ce que le nationalisme ou la xénophobie avaient apporté comme horreurs et de ce que les frontières et les murs causaient comme tort, tant à la liberté qu'à l'économie. Il est utile de le rappeler.

Il faudra aussi énoncer et défendre, pour l'avenir, les mesures qu'il s'impose de prendre désormais et l'esprit dans lequel il faut les concevoir. Il faut donner une vraie dimension sociale à l'Europe et y rejeter toute forme de régression sociale ou d'accroissement des inégalités si l'on veut qu'elle regagne la confiance de ses citoyens. Il faut sortir l'économie du marasme en l'activant, pas en la mettant sous l'étouffoir de la récession, et il faut se décider à gérer de façon juste, solide et solidaire les flux migratoires, ne serait-ce que parce que beaucoup d'ennemis de l'Union tirent l'essentiel de leur sinistre propagande de la situation où nous sommes dans ce domaine-là.

Il y a donc du travail à abattre, des solutions à concevoir et des idées à défendre, mais nous sommes les représentants des organisations de la société civile de nos pays. Même quand les temps sont durs – et surtout quand ils le sont –, nous avons le devoir d'agir et de nous exprimer, nous avons la compétence pour étudier et concevoir et nous avons la force de manifester publiquement, ce que nous faisons au nom de ceux qui se sont groupés dans nos organisations.

Georges Dassis  
Président du CESE

## À VOS AGENDAS

**2 et 3 mars / CESE, Bruxelles**  
3<sup>e</sup> Forum européen sur la migration

**13 mars / Chambre des députés, Rome**  
Soixante ans de communauté européenne – Forçons l'avenir!

**29 et 30 mars / CESE, Bruxelles**  
session plénière du CESE

**30 et 31 mars / CESE, Bruxelles**  
Votre Europe, votre avis! 2017

## DANS CE NUMÉRO

- 2** L'avenir économique de l'Europe sera numérique
- 3** L'innovation et le science au bénéfice de tous: quoi de neuf?
- 3** Lutte contre la traite des êtres humains: le CESE affirme que c'est aux responsables politiques et à la société civile d'agir!

## Le socle européen des droits sociaux doit être un projet positif pour tous

Les mutations dans le monde du travail devraient être mises à profit pour promouvoir une croissance économique inclusive et durable, et un travail décent pour tous



Lors de sa session de janvier, le CESE a adopté un avis sur l'ébauche d'un socle européen des droits sociaux (SEDS) proposé par la Commission européenne en vue de bâtir «une Union économique et monétaire (UEM) plus approfondie et plus équitable» et de mettre en place une «Europe du triple A social». Le débat a eu lieu en présence de Marianne Thyssen, commissaire européenne pour l'emploi, les affaires sociales, les compétences et la mobilité des travailleurs, et de Maria João Rodrigues, rapporteure du Parlement européen sur le SEDS.

L'avis expose les idées et les propositions initiales du Comité visant à relever quelques-uns des principaux défis auxquels l'Europe fait face à l'heure actuelle. Le Comité a souligné que le SEDS doit offrir un projet positif pour tous, avec des politiques favorisant la consolidation de l'emploi, du progrès social et de la productivité, en tant que facteurs sous-jacents d'une croissance durable, et des systèmes nationaux de protection sociale ainsi que des marchés du travail flexibles et prêts pour l'avenir. Le CESE a la conviction que l'avenir du travail devrait constituer une priorité essentielle dans les débats menés sur le socle, afin de garantir que celui-ci soit équitable, inclusif et source de progrès social. Contrairement à la proposition initiale de la Commission de limiter le champ d'application du SEDS à la zone euro, le CESE estime que le socle devrait s'appliquer à tous les États membres, tout en reconnaissant qu'il pourrait s'avérer nécessaire de prévoir des instruments ou des mécanismes spécifiques pour la zone euro.

L'avis, élaboré à la demande de Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne, marque l'aboutissement de plusieurs mois de travail des trois rapporteurs du CESE, Jacek Krawczyk, président du

groupe des employeurs, Gabriele Bischoff, présidente du groupe des travailleurs, et Luca Jahier, président du groupe des activités diverses. Il s'appuie sur les conclusions de débats nationaux organisés par des membres du CESE dans l'ensemble des 28 États membres, avec des consultations auxquelles ont pris part quelque 1 800 organisations de la société civile.

Lors de la présentation de l'avis, **Jacek Krawczyk**, président du groupe des employeurs, a fait observer que «sans réussite économique, aucun des États membres de l'UE ne pourrait se permettre de conserver son modèle social. Il ne saurait y avoir de bien-être sans des entreprises performantes qui créent des emplois. Dès lors, la compétitivité est une condition nécessaire au maintien du modèle social européen. Les États membres doivent adapter leurs marchés de l'emploi et leurs systèmes de protection sociale à des réalités changeantes. Nous devons trouver un juste équilibre entre flexibilité et sécurité. Des indicateurs adéquats et bien conçus pourraient permettre aux États membres d'obtenir des résultats positifs». M. Krawczyk a également attiré l'attention sur le fait que les débats nationaux ont clairement montré que toute initiative portant sur les marchés de l'emploi et les systèmes de protection sociale doit respecter la répartition des compétences et le principe de subsidiarité.

**Gabriele Bischoff**, présidente du groupe des travailleurs, a souligné que «les travailleurs européens ont besoin de mesures concrètes pour améliorer leurs conditions de vie et de travail, et restaurer leur foi en l'UE. La montée des inégalités risque de détruire notre tissu social et de pousser toujours plus de personnes à rejoindre ceux qui veulent nous diviser. La réduction des inégalités de revenus est primordiale

et la consolidation de la négociation collective dans l'ensemble de l'Europe est indispensable pour garantir des salaires et une répartition des richesses plus équitables. Par conséquent, nous voulons que les indicateurs relatifs à la négociation collective couvrent l'ensemble de l'Europe. Une convergence accrue des salaires contribuerait également à résoudre bon nombre des problèmes auxquels nous sommes confrontés. L'heure n'est plus aux bonnes intentions. L'Europe - à savoir nous tous, quel que soit notre rôle - doit de toute urgence proposer des solutions concrètes pour apporter de l'espoir et de la sécurité dans notre monde qui change très vite.»

**Luca Jahier**, président du groupe des activités diverses, a insisté sur le fait que «nous devons construire une Union européenne qui se mobilise. C'est pourquoi le SEDS devrait couvrir l'ensemble des citoyens, tout au long de leur vie, y compris ceux qui sont exclus ou qui ne sont pas en mesure de participer au marché de l'emploi. Le socle doit proposer un projet positif aux citoyens européens et répondre à la pauvreté et aux inégalités croissantes. Les débats relatifs à un éventuel SEDS montrent clairement qu'il importe d'établir un lien entre le socle et le programme de développement durable à l'horizon 2030 et que pour réformer l'État-providence, il faut dépasser le cadre des autorités publiques. Les investissements sociaux, l'économie sociale, les entreprises sociales et l'innovation sociale doivent jouer un rôle de premier plan dans ces réformes mais aussi pour proposer des services de qualité et en garantir l'accès à tous les citoyens.»

**Marianne Thyssen**, commissaire, a mis en valeur l'importance de la contribution du CESE aux travaux que mènera ultérieurement la Commission européenne sur le SEDS: «J'aimerais féliciter les trois rapporteurs issus des trois groupes du CESE, non seulement parce que les questions qu'aborde l'avis sont très ambitieuses, mais aussi parce qu'il les traite d'une manière exhaustive. L'avis apporte clairement une précieuse contribution à la consultation sur le socle européen des droits sociaux.»

En clôturant le débat, **Georges Dassis**, président du CESE, a insisté sur la nécessité de voir les propositions devenir réalité pour le grand public: «On innove sans cesse en matière de techniques, de gestion, de marketing, etc. Il est grand temps qu'on innove en matière sociale.»

L'avis du CESE alimentera la proposition finale de la Commission européenne qui portera sur le SEDS, qui devrait être présentée dans les prochains mois. Le CESE continuera de suivre l'ensemble des travaux et des débats à venir sur le SEDS, et y restera étroitement associé. (dm)



# L'avenir économique de l'Europe sera numérique



## Les objectifs de l'UE se doivent d'être ambitieux

Lors de sa session plénière des 25 et 26 janvier, le Comité économique et social européen (CESE) a salué les initiatives de la Commission européenne en ce qui concerne le code européen des communications électroniques, l'organe des régulateurs européens des communications électroniques (ORECE), le plan d'action pour la connectivité 5G et le système d'aide aux pouvoirs publics désireux d'offrir un accès gratuit aux connexions WiFi (initiative «WiFi pour l'Europe» – WiFi4EU). «Un marché unique du numérique, moderne, d'échelle européenne, est essentiel pour améliorer la compétitivité européenne, faire en sorte que celle-ci soit durable et qu'elle soit créatrice de croissance économique et d'emplois», a déclaré **Ulrich Samm** (groupe des employeurs, DE), rapporteur de l'avis sur la société européenne du gigabit. «Nous devons être bien conscients que cela ne se joue pas en vase clos, mais dans un contexte de forte concurrence avec les États-Unis et l'Asie.» Le CESE a discuté de cinq avis sur le thème plus vaste de l'interconnexion en Europe et les a ensuite adoptés.

L'Union européenne doit montrer la voie à suivre afin de garantir une modernisation cohérente à l'échelle de l'Europe entière, avec des réseaux à haute capacité, sachant que seul un marché unique entièrement numérique peut générer tous les avantages possibles en termes économiques et sociaux. Des régimes de soutien seront nécessaires pour étendre la couverture aux zones reculées.

L'initiative WiFi4EU de la Commission va dans le bon sens, en fournissant des fonds pour l'accès gratuit à l'internet dans les lieux publics. «Cette initiative aura une influence positive en termes d'accessibilité et de croissance économique», a affirmé Emilio Fatovic, rapporteur de l'avis intitulé «La connectivité internet dans les communautés locales», qui n'en considère pas moins que le budget prévu de 120 millions d'euros est inadéquat, du fait que des services Wi-Fi de haute qualité, avec un débit minimum de 100 mégabits/seconde, doivent être mis en place. La Commission doit établir des règles claires en matière d'allocation des fonds. Le Comité propose par exemple de fixer à l'avance le volume maximal des crédits alloués à chaque pays, et de réserver 20 % du budget aux régions les moins développées sur les plans économique et numérique, telles que les îles, les zones montagneuses ou périphériques, ainsi que les territoires qui ont été exposés aux catastrophes naturelles. (sma)

## Le CESE et la Commission européenne organisent ensemble une conférence pour le lancement de la plateforme sur l'économie circulaire

Une plateforme des parties prenantes sur l'économie circulaire sera lancée à l'occasion d'une conférence de deux jours organisée conjointement à Bruxelles par la Commission européenne et le CESE les 9 et 10 mars 2017.

Le CESE plaide depuis longtemps pour la création d'une telle plateforme, afin de promouvoir la coopération entre les différents réseaux de la société civile et les acteurs de la transition vers une économie circulaire.

«Pour obtenir rapidement des résultats concrets, l'adhésion des principaux acteurs et transformateurs — c'est-à-dire de la société civile — est essentielle», explique **Brenda King**, membre du CESE (groupe des employeurs, Royaume-Uni) et présidente de l'Observatoire du développement durable du CESE (ODD). «Les acteurs européens de l'économie circulaire

sont désireux de partager leur expertise et leurs expériences et de se pencher sur les principaux aspects de la transition vers une économie efficace dans l'utilisation des ressources», ajoute **Martin Siecker** (groupe des travailleurs, Pays-Bas), président de la section spécialisée «Marché unique, production et consommation» du CESE.

Dans plusieurs avis récents, le CESE a insisté sur la nécessité de transformer notre économie pour passer d'un modèle linéaire à un modèle circulaire, en écho à l'appel lancé par la société civile organisée européenne, réclamant des mesures audacieuses en matière d'utilisation efficace des ressources. Le CESE est favorable à une mise en œuvre ambitieuse du plan d'action de la Commission européenne sur l'économie circulaire, mobilisant les parties prenantes et les États membres dans un effort collectif et coordonné. (sma)

## Supprimer les obstacles au marché unique tout en préservant les droits sociaux

Le marché unique est menacé: alors que les États-Unis, l'Australie et le Japon ont réussi à accroître sensiblement leur demande intérieure, le marché unique européen — un élément clé de l'intégration et de la prospérité européennes — n'a enregistré qu'une croissance de 0,4 %, tandis que dans la zone euro, il a même enregistré une contraction de 1,6 % entre 2008 et 2015. En outre, des abus tels que le dumping social, en particulier dans le domaine de la prestation transfrontière de services, sapent la confiance des travailleurs et des entreprises honnêtes dans le marché unique, et le soutien de l'opinion publique est en déclin.

«Cela dessert notre économie. Pour être stimulé comme il se doit, le marché unique doit être achevé, mais pas au détriment de la réglementation et des droits économiques et sociaux fondamentaux», a déclaré le rapporteur, **M. Oliver Röpk**e (groupe des travailleurs, Autriche). «Un fonctionnement adéquat du marché unique présuppose le respect des législations européennes et nationales, et cela est particulièrement vrai pour les activités transfrontières». L'intégration européenne doit trouver un équilibre optimal entre

développement économique, social et environnemental et renforcer la convergence économique et sociale entre les États membres.

Dans son avis d'initiative intitulé «Menaces et obstacles au marché unique», le CESE appelle également de ses vœux:

- une concurrence loyale: respecter la législation européenne et nationale, ainsi que les droits des travailleurs et le principe selon lequel un même travail effectué au même endroit doit être rémunéré de la même manière, et mettre un terme au détachement fictif de travailleurs et aux pratiques déloyales dans la passation des marchés publics;
- l'élimination des obstacles au marché: assurer une meilleure reconnaissance des qualifications et des diplômes, supprimer les entraves réglementaires, etc.;
- une politique fiscale régulée: évoluer vers une assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés, instaurer des déclarations pays par pays et lutter contre l'évasion fiscale et les paradis fiscaux. (sma)

# L'achèvement de l'architecture de l'euro est indispensable pour la prospérité et la stabilité



de stabilité, de crédibilité et de prévisibilité au regard de la notion de souveraineté européenne. Il s'agit là de la seule manière de rassurer les citoyens et les investisseurs quant à l'irréversibilité de l'euro et de notre avenir européen commun.»

Le commissaire **Moscovici** a présenté un aperçu de la situation économique de l'UE et a anticipé les taux de croissance pour 2017 (1,6 %) et 2018 (1,8 %). Au cours de son intervention, il a notamment déclaré: «Ma vision est celle d'une Europe unie tant sur le plan social que budgétaire, qui puisse s'opposer au populisme tout en œuvrant en faveur d'une convergence économique ascendante et du progrès social de ses citoyens. Si l'euro doit devenir la monnaie de toute l'Union européenne, il est absolument indispensable d'achever son architecture, et la contribution du CESE à ce débat sera fort appréciée.» Ces idées ont également trouvé un écho le 2 février dernier, lors du débat public organisé par le Comité sur l'avenir de l'euro et l'approfondissement de l'UEM. (mm)

Lors de sa session plénière de janvier, le CESE a organisé un débat avec le commissaire européen Pierre Moscovici sur la situation de l'économie européenne et les perspectives d'approfondissement de l'Union économique et monétaire (UEM). Par l'intermédiaire de M. Pierre Moscovici, les membres du CESE ont transmis un message clair, indiquant qu'il est urgent que les citoyens et les acteurs économiques européens perçoivent un sentiment d'appropriation et une orientation de la part des dirigeants européens — notamment lorsqu'ils se penchent sur les pièces manquantes d'une véritable UEM. Le processus d'intégration de l'UE, et particulièrement l'euro, ne peuvent être viables que si les aspects économique, budgétaire, financier, social et politique progressent de concert, quand bien même cela nécessiterait une modification du traité.

«Faire l'inventaire des succès engrangés lors des sommets européens qui se sont succédés est une démarche bienvenue, mais insuffisante», a déclaré **Joost van Iersel**, président de la section économique du CESE. «Nous demandons aux dirigeants politiques européens d'adopter, pour mener à bien l'UEM, une feuille de route transparente et assortie d'échéances précises. Nous avons besoin



## Le CESE accueille un débat sur l'avenir de l'euro et l'approfondissement de l'UEM

Il n'existe pas d'autre solution viable que celle d'une zone euro plus politique, davantage axée sur les grandes priorités qui importent à ses citoyens que sur des objectifs chiffrés et des questions techniques spécifiques. Le CESE a une nouvelle fois invité les dirigeants politiques de l'UE à accélérer le processus d'approfondissement de l'Union économique et monétaire (UEM) afin de garantir une plus grande convergence entre les États membres et de rendre l'UE dans son ensemble plus prospère, plus compétitive et plus résistante, dans le cadre d'un concept de souveraineté partagée.

Tel était l'un des principaux messages du débat de haut niveau organisé par le CESE, le 2 février, sur le thème «**Quel avenir pour l'euro? Menaces et perspectives pour la deuxième étape de l'approfondissement de l'UEM**». Le but de cette manifestation était de contribuer à dégager le consensus indispensable sur une feuille de route ambitieuse en vue de l'achèvement de l'UEM d'ici à 2025, en tant qu'élément d'une vision générale pour l'avenir de l'UE.

Un panel d'experts s'est penché sur les différentes menaces et opportunités liées à la deuxième étape de l'achèvement de l'UEM, telles qu'elles figurent dans le rapport des cinq présidents (2017-2025). Les orateurs, au nombre desquels figurait Thomas Wieser, président du groupe de travail «Eurogroupe», ont présenté toute une série d'idées et d'options à explorer dans le cadre de l'évolution à court, moyen et long terme de la gouvernance de la zone euro. (mm)

## Présentation des priorités de la présidence maltaise



**Ian Borg**, secrétaire parlementaire maltais pour les fonds de l'UE et la présidence de 2017, a présenté les priorités de la présidence maltaise de l'UE lors de la session plénière de janvier du CESE. La présentation a été suivie d'un débat animé avec les membres du

CESE (pour de plus amples informations sur la contribution que le CESE prévoit d'apporter en tant qu'organe consultatif à la présidence maltaise, voir la lettre d'information de janvier).

# L'innovation et la science au bénéfice de tous: quoi de neuf?

**Gonçalo Lobo Xavier, vice-président du CESE**

Sachant que le programme «Horizon 2020» est doté d'un budget de 80 milliards d'euros, destiné à financer des projets de recherche et d'innovation (R&I) pendant une période de sept ans, on pourrait aisément en conclure que l'incidence potentielle sur la vie des citoyens pourrait être extrêmement positive en matière de création d'emplois et de valeur ajoutée à l'économie européenne.

Qu'en pensent donc les gens comme vous et moi?

La communauté scientifique a exprimé sa profonde confiance dans le potentiel des initiatives «Horizon 2020», mais elle a également insisté auprès de l'UE pour que celles-ci concernent l'ensemble de la chaîne R&I, de la recherche fondamentale à la recherche liée aux produits et aux services. Dans son avis intitulé «Horizon 2020 – Évaluation à mi-parcours» (rapporteur: Ulrich Samm, groupe des employeurs, Allemagne), le CESE a déclaré: «Seul un soutien équilibré tout au long de cette chaîne garantira que la production de savoir-faire donne lieu à l'application de savoir-faire et, à terme,

à des avantages économiques», c'est-à-dire qu'il aura une incidence positive sur la vie des citoyens.

En réalité, le simple citoyen sait très peu de choses sur les répercussions que peuvent avoir les résultats de la recherche et de l'innovation sur la vie quotidienne.

Si l'on ajoute à cela le fait qu'il existe (encore) des différences considérables entre les États membres sur le plan des infrastructures dans les domaines de la science et de l'innovation, on comprend aisément pourquoi j'affirme que le seul fait d'augmenter le budget du programme en faveur d'activités qui visent à promouvoir la science et l'innovation dans la société ne changera pas le point de vue du grand public sur cette question.

C'est la raison pour laquelle nous sommes favorables à l'amélioration du financement de base de la recherche et de l'innovation dans les régions d'Europe qui sont moins bien préparées, avant de pouvoir mettre l'accent sur ce que l'on qualifie de recherche et d'innovation responsables.

L'Europe dispose encore de trois années pour mieux mettre en œuvre ce programme, en simplifiant les



règles, en utilisant un langage plus clair dans les appels à participation, en rendant le groupe de candidats plus démocratique, en créant des possibilités de financement pour des projets, petits et moyens, qui ont une incidence considérable, et en associant les médias sociaux en tant qu'élément essentiel dans, par exemple, le processus de diffusion des «initiatives couronnées de succès» lorsque cela est essentiel pour sensibiliser le public. Tels sont les messages à garder à l'esprit.

Il conviendrait également de se pencher sur l'idée de mettre en place des cours sur l'innovation à l'intention des journalistes ou un prix pour le journalisme dans le domaine de l'innovation, afin de stimuler la compréhension par les citoyens ordinaires de ce que le programme «Horizon 2020» peut apporter à leurs vies. Ce sont en effet eux qui, en fin de compte, sont les utilisateurs finaux de la R&I.

Tous ces éléments tendent à prouver que l'innovation et la recherche scientifiques n'ont rien de sorcier! Elles peuvent toutes deux améliorer notre qualité de vie et nous rendre encore plus fiers d'appartenir à une Europe de tous et pour tous. Simple, n'est-ce pas? ●

## Le CESE veut dissocier le programme de réinstallation des accords de partenariat

Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) estime qu'en 2017, le nombre de personnes ayant besoin d'une réinstallation dans le monde sera de près de 1,2 million. En 2015, 80 000 personnes seulement ont été réinstallées dans le monde entier. L'absence d'un véritable programme de réinstallation et de modes d'entrée légale en Europe précipite de nombreuses personnes déplacées en quête d'une protection internationale dans les mains de dangereux trafiquants clandestins. Dans son avis sur la proposition de cadre de l'Union pour la réinstallation, le CESE se félicite de la proposition relative à un cadre de réinstallation à l'échelle de l'UE, en tant qu'elle constitue un instrument indispensable pour aider les personnes en quête de protection et un pas sur la voie d'une véritable politique commune en matière d'asile, en faveur de laquelle le CESE plaide depuis longtemps. Un tel système permettrait également d'accorder un soutien plus efficace aux pays situés aux frontières de l'UE.

Le CESE souhaite que les critères de réinstallation soient fondés sur la vulnérabilité des populations et qu'ils soient dissociés des accords de partenariat, de l'aide au développement ou de la coopération avec les pays tiers en matière d'asile. Il demande que le HCR soit associé en tant qu'organisation internationale qui a le mandat et les compétences pour déterminer si une personne peut ou non prétendre à une protection. Il estime également que le HCR, tout comme le CESE lui-même, devrait faire partie du haut-comité pour la réinstallation. Le Comité ne préconise aucun droit particulier permettant aux États membres de l'UE ou à des pays tiers de procéder eux-mêmes aux sélections.

Le programme de réinstallation doit être accompagné en amont de programmes d'intégration réussis et efficaces, y compris en ce qui concerne l'accès au marché du travail, la reconnaissance des qualifications et l'organisation de formations professionnelles et linguistiques. La société civile pourrait jouer un rôle déterminant. (sma) ●

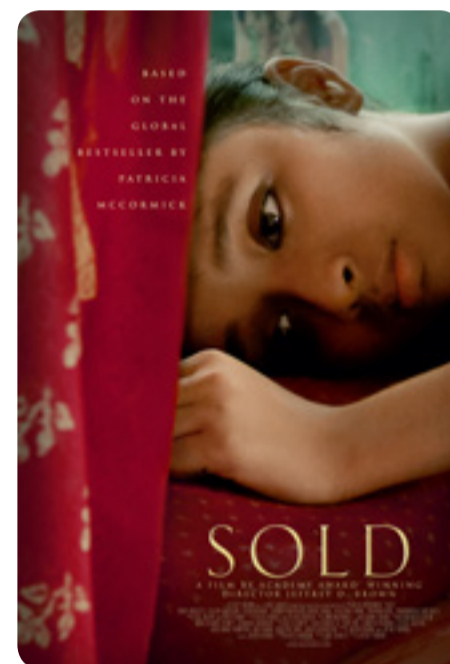
## Lutte contre la traite des êtres humains: le CESE affirme que c'est aux responsables politiques et à la société civile d'agir!

**Organisée conjointement par le CESE et les Nations unies, une projection de film dénonce la brutalité de la traite d'enfants.**

Le 10 janvier 2017, les Nations unies et le CESE ont présenté à BOZAR, le Palais des beaux-arts de Bruxelles, le film *Sold* («Vendue»), de J.D. Brown. **Madi Sharma**, membre du CESE (groupe des employeurs, Royaume-Uni), et **Deborah Seward**, directrice du Centre régional d'information des Nations unies pour l'Europe occidentale (UNRIC), sont intervenues en ouverture de la séance. Le film montre toute la brutalité et l'inhumanité de la traite des enfants.

Selon l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC), des millions de personnes sont, chaque année, victimes de la traite des êtres humains à travers le monde, la forme la plus répandue étant l'exploitation sexuelle (53 %), suivie par le travail forcé (40 %), qui suit une trajectoire ascendante. Le document de travail qu'Eurostat a publié en 2015 sur la traite des êtres humains montre que 69 % de ses proies qui ont été signalées dans l'UE ont été exploitées à des fins sexuelles et 19 % pour le travail forcé. À l'échelle mondiale, 49 % de ces victimes de la traite qui ont pu être recensées sont des femmes adultes et 33 % des enfants.

Dans ses avis sur la traite des êtres humains, le CESE avait demandé que l'on accorde davantage de protection et de soutien à toutes les victimes de ce fléau, souvent détectées en premier lieu grâce à des organisations de terrain émanant de la société civile. Le Comité juge primordial de donner à ces personnes la capacité de réintégrer, au sein de la société, la sphère de la légalité dont elles avaient été exclues. Il conviendrait que leur insertion dans le marché du travail soit soutenue par un financement public.

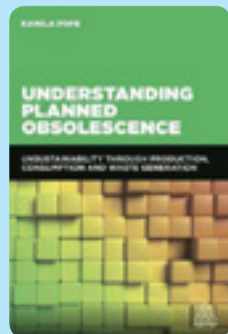


La projection a été suivie par un débat avec des intervenants de l'ONUDC, de l'Organisation internationale du travail (OIT), de l'Unicef, ainsi que de Madi Sharma, plaidant pour une action politique plus ferme et des politiques européennes repensées. En plus de débattre des ressorts de la traite des êtres humains et des mesures qui pourraient être prises pour la combattre, les orateurs ont mis l'accent sur le rôle essentiel qui incombe aux organisations de la société civile et à tout un chacun et ont lancé un appel pour une action concertée. (jk) ●



## Combattre l'obsolescence programmée: un livre récent souligne le rôle pionnier du CESE

Dans son livre intitulé *Understanding Planned Obsolescence* (Comprendre l'obsolescence programmée), publié récemment, Kamila Pope, enseignante brésilienne spécialisée dans le droit environnemental et le biodroit, analyse les causes, les coûts et les incidences de l'obsolescence programmée. L'ouvrage comporte une description précise du travail du CESE dans ce domaine: l'avis pionnier de Thierry Libaert en 2013, le projet ultérieur mené sous la présidence de Henri Malosse et enfin, l'étude de 2016 sur «Les effets de l'affichage de la durée d'utilisation des produits sur les consommateurs». Elle conclut son analyse en ces termes: «Il ne fait aucun doute que la mobilisation initiée par le Conseil économique et social européen grâce à la publication d'un avis assorti d'un programme de lutte contre l'obsolescence programmée, constitue l'une des mesures les plus importantes jamais engagées en la matière par les pouvoirs publics.»



Kamila Pope, *Understanding Planned Obsolescence – Unsustainability Through Production, Consumption and Waste Generation* (Comprendre l'obsolescence programmée – l'insoutenable à travers de la production, la consommation et la création de déchets), Kogan Page, 2017, 240 pages. (dm) ●

## La texture de la mémoire

**Une exposition de portraits**

À l'occasion de la présidence maltaise de l'UE, le CESE accueille une exposition de portraits contemporains réalisés par le photographe maltais de renommée internationale Joseph P. Smith. Parmi les modèles figurent certains des plus anciens habitants de la vieille ville de Birgu. Une projection vidéo montre des entretiens avec eux et l'activité en coulisses. L'exposition sera inaugurée officiellement le 22 février 2017, à l'occasion de la session plénière de février du CESE, et durera jusqu'au 24 mars 2017. Vous pouvez la visiter au foyer du 6<sup>e</sup> étage du bâtiment JDE. (jp) ●



## L'Europe change: quels sont les défis à relever pour les syndicats?

### Groupe des travailleurs du CESE

Le 15 février 2017, le groupe des travailleurs a tenu une réunion extraordinaire afin de discuter de sa stratégie et de ses priorités dans le contexte d'un monde qui est à un tournant majeur de son évolution, avec l'élection du nouveau président américain, la perspective du Brexit, la fin de la «grande coalition» informelle au Parlement européen, la crise gouvernementale en Italie et les élections à venir aux Pays-Bas, en France et en Allemagne. Les participants ont examiné les défis et opportunités pour les organisations syndicales européennes face à ces nouveaux développements politiques et institutionnels qui nécessitent, aujourd'hui plus que jamais, de défendre les valeurs démocratiques et l'état de droit contre des



mouvements populistes de plus en plus agressifs et leur propagande mensongère.

Tous les participants ont beaucoup insisté sur le fait que la création d'un nouveau modèle économique et social de l'UE en faveur de l'emploi et de la croissance, qui favorise véritablement le bien-être de ses citoyens, constitue la meilleure protection contre ces phénomènes. Ils ont mis en avant la relation étroite entre l'avenir de l'UE et la mise en place d'un véritable socle des droits sociaux, et ont examiné les moyens d'aller de l'avant dans l'établissement de liens étroits avec les principaux investissements publics et privés, de manière à créer de nouveaux emplois. L'avis récemment adopté par le CESE sur le socle des droits sociaux constitue un bon point de départ, en ce sens qu'il met l'accent sur des propositions concrètes afin de transformer ce projet en mesures positives et significatives, ce qui permettrait d'améliorer les conditions de vie et de travail des citoyens et de raviver leur foi dans l'Union. (mg)

## EN BREF

### Le président Dassis félicite le président nouvellement élu du Parlement européen



Le 19 janvier, le président du CESE, M. Georges Dassis, a adressé une lettre de félicitations à M. Antonio Tajani à l'occasion de son élection en tant que nouveau président du Parlement européen. Après avoir fait part de son espoir que l'excellente coopération qui a marqué les relations entre le CESE et le Parlement européen se poursuivra dans le futur, M. Dassis a assuré son homologue du PE que le CESE apporterait à son institution son plein soutien dans le cadre de la tâche ardue qui l'attend: «Votre élection intervient à un moment charnière pour l'Union européenne. L'un des principaux objectifs de l'ensemble des acteurs

européens est de regagner la confiance des citoyens dans notre projet et nos travaux, et de susciter à nouveau l'intérêt à leur égard. En tant qu'organe démocratiquement élu de l'UE, le Parlement européen doit jouer un rôle de premier plan. Le Comité économique et social européen, en qualité d'instance représentative de la société civile organisée en Europe, est prêt à être un partenaire solide à ses côtés.»

M. Georges Dassis a également proposé de se pencher sur les moyens de renforcer le suivi des avis du Comité au sein du PE, d'assurer une bonne coordination entre les députés au Parlement européen et les membres du CESE et de convenir d'autres priorités communes. Il a en outre invité M. Tajani à prendre la parole devant l'assemblée du CESE lors d'une prochaine session plénière du Comité: «Nous avons la conviction que votre présence renforcera considérablement les liens entre le pouvoir législatif de l'Union et les représentants de sa société civile», a conclu le président Dassis. (dm)

## Vers une économie collaborative équitable: le rôle et la place des plateformes coopératives

### Groupe des «Activités diverses» du CESE

Le 5 décembre 2016, le président du groupe des «Activités diverses» du CESE, Luca Jahier (IT), a présidé une conférence au cours de laquelle des militants issus de l'économie sociale et solidaire ont présenté des exemples de la manière dont il est possible de créer des plateformes collaboratives équitables, et ont mis en évidence la diversité des modèles, des possibilités et des défis qu'elles offrent aux législateurs et à la société.

Les plateformes numériques sont au cœur même de l'économie du «partage». Partout dans l'UE et dans le monde entier, des personnes, des communautés et des entrepreneurs de l'économie sociale utilisent ces outils puissants pour créer ou préserver des biens et des services partagés, ou y accéder. Les objectifs d'équité et de redistribution poursuivis par ces acteurs font de leurs plateformes numériques des

modèles radicalement différents de celles qui s'accaparent la valeur créée par les utilisateurs et les contributeurs et se placent au-dessus des lois sociales et de la justice. Ces plateformes doivent être reconnues et réglementées de manière équitable.

Avec le soutien du groupe des «Activités diverses», six organisations engagées dans la promotion de l'économie sociale et solidaire et des «communs», un mouvement social au sein duquel les communautés d'utilisateurs gèrent conjointement des ressources, ont rassemblé près de 200 personnes à Bruxelles afin:

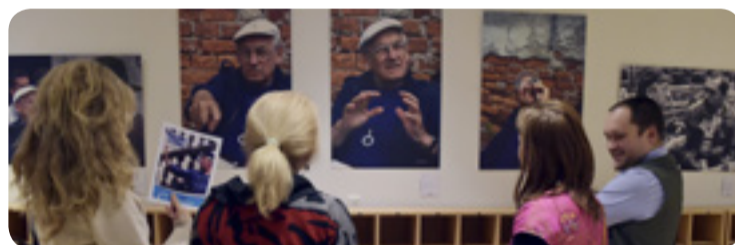
- de mieux connaître des exemples de plateformes coopératives pouvant servir de sources d'inspiration dans les domaines de la culture, de l'alimentation, de la gestion des sols, des échanges de services entre entreprises, des monnaies locales, etc.;
- de débattre de questions juridiques: législation du travail, propriété, contrats et fiscalité;



- d'expliquer ce qu'elles attendent de l'Union européenne, des États membres et des villes;
- de promouvoir des partenariats.

Le groupe «Activités diverses», dont de nombreux membres sont issus du secteur de l'économie sociale, a réaffirmé le rôle moteur qu'il joue dans la facilitation et le renforcement de la démocratie participative en nouant et en entretenant des contacts avec les représentants des organisations de la société civile partout dans le monde. (cl)

## Exposition de photos du réalisateur polonais Andrzej Wajda



### Groupe des employeurs du CESE

En janvier, le CESE a présenté une exposition de plus de 30 photos du réalisateur polonais Andrzej Wajda, récemment

décédé. Ces photos, prises par l'artiste-photographe de renommée mondiale Czesław Czapliński, illustrent certains moments poignants de la vie privée et professionnelle d'Andrzej Wajda.

«Il n'est pas exagéré de dire qu'Andrzej Wajda était un maître universellement

reconnu et un symbole du cinéma européen», a déclaré Jacek P. Krawczyk, président du groupe des employeurs du CESE, lors de l'ouverture de l'exposition, le 25 janvier. Il a encouragé le public à aller voir le dernier film d'Andrzej Wajda, *Powidoki* («Les fleurs bleues» en français), qui sera projeté à Bruxelles en mars.

Romancier, dramaturge et scénariste polonais, Maciej Karpiński a partagé avec le public ses souvenirs extrêmement personnels de son travail avec le réalisateur. Il a souligné qu'Andrzej Wajda était non seulement un grand artiste polonais, mais aussi un grand Européen affichant un vif intérêt pour les affaires européennes et de solides connaissances en la matière.

L'exposition était organisée à l'initiative du groupe des employeurs du CESE. (lj)

### M. Tom Jones, membre du CESE, a participé en tant qu'intervenant à la Semaine verte internationale de Berlin

M. Tom Jones (groupe «activités diverses», Royaume-Uni), M<sup>me</sup> Jarmila Dubravská (groupe des employeurs, Slovaquie) et M<sup>me</sup> Piroška Kállay (groupe des travailleurs, Hongrie) ont participé à la foire agricole organisée dans le cadre de la Semaine verte internationale de Berlin, une manifestation unique consacrée à l'alimentation et l'agriculture, qui attire chaque année un demi-million de visiteurs.

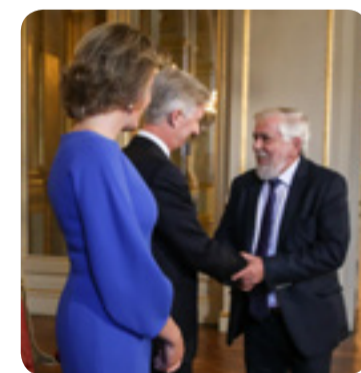
M. Jones avait été invité à participer à une table ronde sur le thème «La déclaration de Cork 2.0: de la réflexion à l'action», au côté notamment du commissaire Phil Hogan et du ministre allemand de l'agriculture, M. Christian Schmidt. M. Jones a rappelé que le développement rural devait se concentrer en particulier sur le soutien aux jeunes agriculteurs entrepreneurs et sur la jeunesse rurale. Il a souligné que l'un des moyens de concrétiser ce soutien passait par la mise à disposition du haut débit rapide dans les zones rurales, laquelle profiterait à la fois à la jeune génération et aux entreprises. Les infrastructures d'agrotourisme et

de tourisme rural peuvent, moyennant certaines améliorations, offrir des perspectives de croissance économique et de création d'emplois au niveau local. Les activités de loisir liées à la santé recèlent un énorme potentiel dans la mesure où elles attirent plus d'habitants des villes dans les zones rurales. En outre, les consommateurs jouent un rôle essentiel dans la revitalisation des zones rurales et devraient être informés de la valeur des denrées alimentaires traçables et produites de manière durable.

Le programme de développement rural et la PAC ne seront pas à eux seuls, d'inverser le déclin rural. Il convient de s'appuyer également sur d'autres fonds d'investissement de l'UE et de les mettre à la disposition des zones rurales. Le changement dépend d'abord et avant tout de l'esprit d'entreprise de la population et des entreprises (notamment sociales) locales, et de leur capacité de combler le vide dans les villages où les services publics ont disparu. Des zones rurales durables bénéficient à tous les citoyens. (sma)

### Réception de Nouvel An au Palais royal

Traditionnellement, le Roi et la Reine de Belgique donnent une réception au Palais royal en début d'année afin de présenter leurs vœux aux dirigeants des institutions de l'Union européenne ainsi qu'aux chefs des représentations permanentes auprès de l'Union européenne à Bruxelles. Cette année, la réception a eu lieu le 25 janvier. Le CESE y était représenté par son président, M. George Dassis, ses vice-présidents, M. Gonçalo Lobo Xavier et M. Michael Smyth, son secrétaire général, M. Luis Planas, et son chef de protocole M. Dominique-François Bareth. (dm)



CESE info dans 23 langues: [http://www.eesc.europa.eu/activities/press/eescinfo/index\\_fr.asp](http://www.eesc.europa.eu/activities/press/eescinfo/index_fr.asp)

#### Rédaction:

Alun Jones (rédacteur en chef)  
Daniela Marangoni (dm)

#### Contributeurs à la présente édition:

Chloé Lahousse (cl)  
Daniela Marangoni (dm)  
Jasmin Klotzing (jk)  
Jonna Pedersen (jp)  
Leszek Jarosz (lj)  
Margarita Gavanis (mg)  
Milen Minchev (mm)  
Silvia M. Aumair (sma)

#### Coordination:

Daniela Marangoni (dm)

#### Édition clôturée le 16 février 2017.

#### Adresse:

Comité économique et social européen  
Bâtiment Jacques Delors, rue Belliard 99, 1040 Bruxelles, Belgique  
Tél. (+32 2) 546.94.76  
Télécopieur (+32 2) 546.97.64  
Email: [eescinfo@eesc.europa.eu](mailto:eescinfo@eesc.europa.eu)  
Internet: <http://www.eesc.europa.eu/>

CESE info est publié neuf fois par an lors des sessions plénières du Comité.

Des exemplaires imprimés de CESE info peuvent être obtenus gratuitement en allemand, anglais et français auprès du service de presse du Comité.

De plus, CESE info est disponible dans 23 langues en format PDF sur le site web du Comité:

URL: <http://www.eesc.europa.eu/?i=portal.fr.eesc-info>

CESE info ne peut être considéré comme le compte rendu officiel des travaux du CESE, pour lesquels il convient de se référer au Journal officiel de l'Union européenne ou à d'autres publications du Comité.

La reproduction – avec mention de CESE info – est autorisée (moyennant copie au rédacteur en chef).

Tirage: 6 500 exemplaires.

Le prochain numéro paraîtra en mars 2017.

IMPRIMÉ SUR PAPIER 100 % RECYCLÉ.

Février 2017 / 2



Office des publications